

# Leçons de trois pays méga divers : des échanges pour une meilleure protection de la biodiversité

Projet global « Renforcer la mise en oeuvre nationale des cibles globales pour la biodiversité (GBF Implementation) »



© shutterstock



© giz/Brazil

## Contexte

La perte de biodiversité est un défi mondial majeur. Il entraîne une dégradation de l'environnement et réduit les services écosystémiques essentiels tels que l'approvisionnement en nourriture et en eau propre et la stabilité du climat. Cette situation menace les moyens de subsistance dans le monde entier, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

**COP** signifie **Conférence des parties** et désigne les réunions régulières des pays dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour discuter et prendre des décisions sur la conservation de la biodiversité mondiale, l'utilisation durable des écosystèmes et le partage équitable des ressources génétiques.

Le **partenariat « NBSAP Accelerator Partnership »** aide les pays à actualiser et à mettre en œuvre rapidement leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité afin d'atteindre les objectifs mondiaux en la matière. Il a été lancé lors de la COP15 en 2022 sous la direction de la Colombie et de l'Allemagne et est coprésidé par ces deux gouvernements.

En réponse, le cadre mondial pour la biodiversité (GBF), adopté en 2022 lors de la COP15, appelle à vivre en harmonie avec la nature et à la participation active de tous les acteurs, y compris les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les peuples autochtones et les communautés locales, par le biais d'une approche à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de la société.

Les pays sont encouragés à traduire ce cadre en actions au moyen de stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB, NBSAP en anglais). Le projet mondial « Renforcer la mise en oeuvre nationale des objectifs mondiaux en matière de biodiversité » contribue à la réalisation de ces objectifs, dans le cadre du partenariat « NBSAP Accelerator ».

## Échange Sud-Sud : le pouvoir de la coopération

Grâce à ce projet, la GIZ aide huit pays partenaires à renforcer leur capacité à mettre en oeuvre les objectifs nationaux en matière de biodiversité. Parmi ces pays, le Brésil, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Indonésie abritent trois des plus grandes forêts tropicales humides du monde. Ensemble, ils représentent 60 % des écosystèmes forestiers tropicaux de la planète et jouent un rôle clé dans la lutte contre la perte de biodiversité et le changement climatique.

Pour promouvoir la coopération entre ces trois pays méga divers, le projet a organisé des voyages d'étude au Brésil et en Indonésie en 2025. Des hauts fonctionnaires, des experts techniques et des responsables de la société civile de chacun des trois pays ont visité des sites clés en matière de biodiversité et ont échangé des expériences pratiques. S'inspirant mutuellement, ils ont partagé des stratégies de mise en oeuvre infranationales et exploré des approches de la conservation des espèces au niveau communautaire.

Les délégations ont notamment discuté de la gouvernance, du financement, du suivi, de la collaboration institutionnelle et de l'accès et du partage des bénéfices. Ces voyages ont favorisé l'établissement de nouveaux partenariats et renforcé la valeur de l'apprentissage mutuel entre les pays confrontés à des défis similaires en matière de conservation de la biodiversité.

L'accès et le partage des bénéfices permet aux communautés de bénéficier des avantages économiques liés à l'utilisation de leurs ressources naturelles.



© giz/Anna Steinschen

## Leçons tirées des échanges trilatéraux Sud-Sud 1.

### 1. Une bonne gouvernance de la biodiversité dépend d'institutions claires et stables qui fonctionnent bien dans tous les secteurs.

Pour ce faire, il faut intégrer la biodiversité dans le développement et la planification économique au sens large, grâce à une coopération étroite entre les ministères, à des liens étroits entre la science, la société civile et la politique, à un soutien des dirigeants et à des données partagées sur la biodiversité afin d'éclairer les décisions et les rapports au niveau national.

#### L'exemple du Brésil

La plateforme brésilienne de coordination de la biodiversité montre comment la prise de décision inclusive peut rassembler les acteurs gouvernementaux et diverses parties prenantes pour soutenir une gouvernance efficace de la biodiversité. La moitié de ses 34 membres sont issus du gouvernement, tandis que l'autre moitié provient de la société civile, du monde universitaire, d'associations et d'organisations environnementales (y compris peuples autochtones). Ensemble, ils élaborent les politiques et dirigent leur mise en œuvre, ce qui permet au Brésil de respecter ses engagements en matière de biodiversité.

### 2. Les activités infranationales sont essentielles pour une politique cohérente et efficace en matière de biodiversité.

La conservation de la biodiversité s'effectue en grande partie au niveau local, ce qui place les autorités infranationales et locales au cœur d'une mise en œuvre efficace. Alors que ces gouvernements locaux jouent un rôle crucial dans la réalisation des objectifs du GBF, la coordination avec les autorités nationales peut s'avérer difficile. Le soutien à la décentralisation par le biais d'orientations au niveau national crée des opportunités pour l'appropriation locale. Le renforcement des zones à haute valeur de conservation, l'application de mécanismes locaux d'accès et de partage des bénéfices et l'utilisation de diverses approches de financement contribuent à soutenir les efforts de conservation locaux.

#### L'exemple de l'Indonésie

Le gouvernement central demande aux gouvernements provinciaux d'aligner leurs stratégies et plans de biodiversité infranationaux sur les politiques nationales afin de garantir une gestion cohérente et efficace de la biodiversité.



### 3. L'engagement et la participation de l'ensemble de la société sont essentiels pour une conservation efficace de la biodiversité.

Les peuples autochtones et les communautés locales jouent un rôle central dans la protection de la biodiversité et la gestion des forêts, ce qui rend essentielle la reconnaissance des droits fonciers. Les résultats en matière de conservation sont plus probants lorsque les objectifs écologiques sont liés à des avantages sociaux et économiques pour les parties prenantes locales.

#### L'exemple de la République démocratique du Congo

La conservation communautaire est encouragée par la cartographie participative et la désignation officielle de zones protégées. Dans la forêt protégée de Luwe Itota et la zone de conservation de Nkuba, dans l'est de la République démocratique du Congo, les peuples autochtones et les communautés locales gèrent les zones protégées sur la base de connaissances traditionnelles, de pratiques coutumières et de systèmes de gouvernance reconnus au niveau local. Ils protègent la biodiversité et maintiennent la vie humaine en harmonie avec la nature dans ces paysages forestiers riches en biodiversité. Ces zones abritent des espèces telles que le gorille des plaines orientales, en danger critique d'extinction. Avec cette approche inclusive basée sur les droits de l'homme, l'autorité de gestion revient aux communautés, tandis que les ONG nationales et internationales apportent leur soutien. Dans d'autres régions du pays, le paiement des services écosystémiques encourage les communautés locales à s'engager dans une gestion durable des terres, par exemple dans l'agroforesterie, le reboisement et la régénération.



### 4. Les solutions de financement efficaces reposent sur une coopération étroite entre les institutions gouvernementales, le secteur privé et les communautés locales.

Les mesures d'incitation en faveur de la biodiversité, telles que les mesures fiscales ou les programmes de financement spécifiques, peuvent soutenir les efforts de conservation. Lier la conservation à l'évaluation économique permet d'impliquer le secteur privé et d'assurer la viabilité financière à long terme.

#### L'exemple de l'Indonésie

Le Climate Budget Tagging (CBT) est un outil innovant utilisé par le gouvernement pour suivre et optimiser les dépenses liées au climat et à la biodiversité. Le CBT est intégré dans le système national de planification et de budgétisation, et il surveille le financement des stratégies et des plans d'action infranationaux en matière de biodiversité afin d'identifier les besoins et les lacunes de financement.



Pour en savoir plus :  
<https://www.youtube.com/watch?v=DazSZUU7v5g>



## Du dialogue à l'action : la coopération trilatérale en matière de biodiversité

L'échange trilatéral de connaissances entre le Brésil, l'Indonésie et la République démocratique du Congo a permis d'obtenir des résultats concrets et de créer une dynamique commune grâce à l'apprentissage en commun. Les acteurs clés de la conservation de la biodiversité ont reconnu qu'ils étaient confrontés à des défis similaires bien qu'ils viennent de pays aux contextes très différents. Grâce à des présentations inspirantes, des visites de sites de biodiversité et des discussions animées, ils ont appris les uns des autres et noué des relations personnelles.

Cette rencontre a jeté les bases d'une collaboration future entre les trois pays et d'une voie commune dans des domaines tels que le financement et la recherche. La collaboration a commencé dès les premiers instants : la République démocratique du Congo, par exemple, a commencé à appliquer les enseignements du Brésil et de l'Indonésie à la gouvernance et à la gestion des données de sa nouvelle SPANB. Les pays ont convenu d'établir des mécanismes de coordination par le biais de sessions dédiées sur les plateformes nationales, de discussions virtuelles approfondies sur l'accès et le partage des bénéfices et d'un alignement plus fort entre la CCNUCC, la CBD et la CNULCD. Ils ont ensuite présenté des initiatives de collaboration lors d'événements parallèles communs pendant la COP30, notamment des tables rondes et des ateliers sur le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans la conservation des forêts et sur la collaboration transnationale pour la protection des forêts tropicales.

Ces échanges directs, d'égal à égal, menés à proximité physique, ont visiblement créé une dynamique, permettant aux trois pays mégadivers d'avancer sur la scène internationale et de mener des efforts collectifs en matière de conservation de la biodiversité. Les partenaires prévoient maintenant d'élaborer une feuille de route pour la collaboration trilatérale afin de soutenir le renforcement des

institutions, la coordination entre les conventions et des progrès mesurables dans la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. L'objectif est notamment de faire progresser les approches de financement innovantes ainsi que la recherche conjointe et l'échange de connaissances.



*« Nos amis brésiliens, qui nous ont accueillis, sont très avancés dans l'évaluation de la biodiversité... nous n'avons pas encore atteint le niveau du Brésil. Aujourd'hui, nous avons appris comment ils procèdent. En collaborant avec le Brésil, nous pouvons progresser ensemble. »*

**Benjamin Toirambe Bamoninga**  
Secrétaire général du ministère de l'Environnement et du développement durable de la République démocratique du Congo

*« Si l'on souhaite réellement renforcer la conservation, je pense que la coopération est essentielle. Grâce à cette collaboration, nous pouvons nous compléter mutuellement. Par exemple, nous devons renforcer la gestion institutionnelle. Nous pouvons travailler ensemble pour apprendre. Nous devons également renforcer nos capacités en matière d'utilisation des technologies. »*

**Badiah Achmad Said**  
Directeur adjoint pour les espèces et la préservation génétique, ministère des Forêts de l'Indonésie/Ministry of Forestry, Indonesia

### Mentions légales

**Publié par :**  
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**Siège social :** Bonn et Eschborn

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5  
65760 Eschborn, Allemagne  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15  
E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)

**Projet (global) :** Renforcer la mise en œuvre nationale des cibles globales pour la biodiversité (GBF Implementation)

**Responsable :** Lena Katzmarski

**Auteur :** Steffi Nölting, Londres, Royaume-Uni

**Conception :** creative republic | Thomas Maxeiner Kommunikationsdesign  
Francfort-sur-le-Main, Allemagne Liens

**URL :** la responsabilité du contenu des sites web externes liés à cette publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs.

La GIZ se désolidarise expressément de ces contenus.  
La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Bonn, février 2026